

# LE RETOUR DU LOUP EN FRANCE

## WOLVES ARE BACK IN FRANCE

Par Bernard DENIS<sup>(1)</sup>

(Communication présentée le 15 mars 2012)

### RÉSUMÉ

Le loup est revenu en France depuis l'Italie en 1992. Sa population sur le territoire français compte actuellement près de 200 têtes et cause des dégâts importants au système pastoral ovin, qui n'était pas fait pour cohabiter avec lui. Des mesures de protection, qui sont évoquées, ont été mises en place mais elles connaissent des limites et sont onéreuses. L'amélioration de leur efficacité et la régulation des populations de loups sont des conditions importantes d'une cohabitation pérenne entre ces derniers et l'élevage ovin.

**Mots-clés :** loup, mouton, pastoralisme.

### SUMMARY

*Wolves came back to France from Italy in 1992. The current population on French soil, estimated at around 200 individuals, causes damages to the sheep extensive grazing system, not designed for such cohabitation. Protective measures have been put in place, but there are limits to their effectiveness and they are expensive. Their improvements, as well as a regulation of wolf populations, are essential to create a sustainable cohabitation between wolves and sheep farming.*

**Key words:** wolf, sheep, pastoralism.

Le loup est revenu en France en 1992, de façon probablement naturelle, à partir de l'Italie. On assiste aujourd'hui à un renversement complet de son statut dans l'opinion: le « grand méchant loup » est oublié et l'opinion majoritaire est en sa faveur. Les dégâts qu'il cause au cheptel ovin sont importants mais ils sont comme ignorés de l'opinion publique et, alors que la sensibilité à l'égard des animaux en général ne cesse de croître, le mouton ne semble pas susciter de réactions de pitié. Pourtant, comme le souligne Moriceau (2011), le loup est la seule espèce à avoir induit la création d'une institution spécialisée pour lutter contre lui, la louveterie, ce qui en dit long sur l'ampleur des dégâts qu'il causait et la peur qu'il générerait.

Les éleveurs savent qu'ils doivent maintenant vivre avec le loup. L'opinion du géographe De Planhol (cit. Vincent, 2011) selon laquelle il faut supprimer ce dernier dans les régions où il a disparu depuis longtemps et où les populations ont perdu l'habitude de vivre avec, et le conserver là où il a subsisté jusqu'à nos jours, est dorénavant caduque. Les médias se font encore de temps à autre l'écho de la « guerre » qui oppose les éleveurs et

les partisans du loup. De leur côté, les contributions de scientifiques ne manquent pas: ce sont elles que nous avons principalement exploitées pour proposer ici une synthèse très générale sur « Le retour du loup en France ». On les trouvera en bibliographie. Les auteurs abordant tous à peu près les mêmes sujets, nous y renvoyons globalement, nous réservant la possibilité de n'en citer que pour des points particuliers.

Après avoir évoqué les conditions du retour du loup, puis exposé les dégâts qu'il occasionne, nous précisons l'originalité du système d'élevage ovin concerné par le prédateur. Les méthodes de protection seront alors succinctement présentées et leurs limites, envisagées.

### LES CONDITIONS DU RETOUR DU LOUP

Le loup a peuplé l'Eurasie et l'Amérique du Nord mais il n'a pas atteint l'Afrique. Il a colonisé tout le territoire français, en se cantonnant préférentiellement à l'écosystème forestier, dont il ne sortait qu'en cas de besoin. On comptait 15 à 20 000 loups en France

(1) Professeur honoraire de l'École vétérinaire de Nantes, Président de la Société d'Ethnozootecnie - 5 Avenue Foch, 54 200 TOUL.

à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (Moriceau, op. cit.). Sa régression a été constante par la suite, sous la pression exercée par l'homme.

En Europe, il ne subsiste plus que des populations isolées mais les grandes capacités de déplacement de l'espèce autorisent des échanges entre populations très distantes, jusqu'à 1000 km selon Moutou (2010) (*figure 1*).

Les loups italiens étaient, il n'y a pas si longtemps, réduits à quelques dizaines d'individus au centre des Apennins mais, protégés à partir de la décennie 1970, ils ont pu se redévelopper pour atteindre aujourd'hui le millier de têtes et recoloniser les Alpes. Il leur était facile de gagner la France : les études d'ADN ont montré que tous les loups présents sur notre territoire sont d'origine italienne. La plupart d'entre eux sont dans les Alpes mais ils sont également présents dans le Jura, le Massif Central, les Pyrénées et, maintenant, les Vosges.

Le loup est protégé en France au titre de la Convention de Berne et de la directive européenne « Habitats ». La première, adoptée en 1979 et signée par 44 pays, est relative à « la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe ». Elle stipule que les signataires doivent prendre des mesures législatives et réglementaires de conservation, élaborer des plans de gestion en vue d'assurer des populations viables de taille appropriée, prévenir les attaques sur le bétail et créer des systèmes de compensation pour les dommages causés. La directive « Habitats », depuis 1992, impose aux États membres de l'Union européenne de prendre des mesures pour protéger le

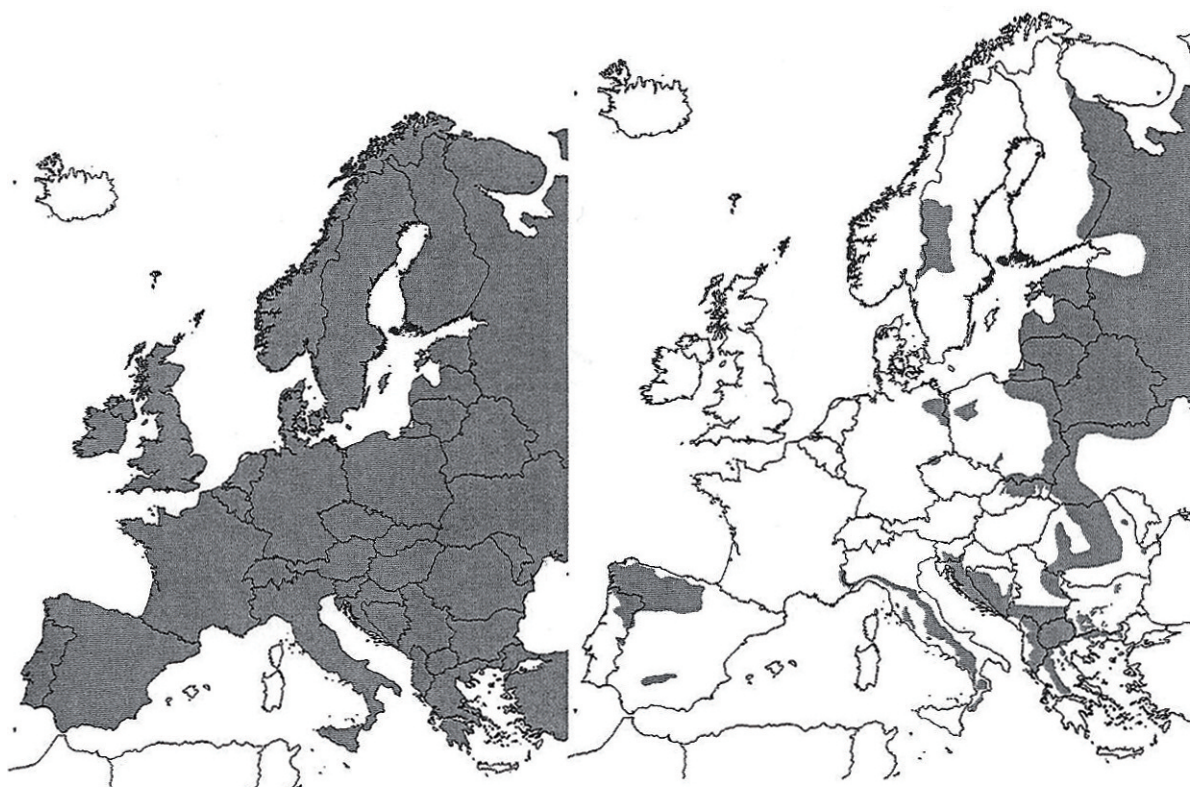
loup et interdit sa capture ou sa mise à mort intentionnelle.

Aujourd'hui, il est régulièrement répété, à la suite de l'ONCFS (Office national de la Chasse et de la Faune sauvage) qu'il y a près de 200 loups en France. Moutou (op. cit.) rappelle toutefois qu'il est impossible de donner un chiffre fiable pour les effectifs de n'importe quelle espèce sauvage et libre, la marge d'erreur pouvant être considérable.

Intéressons nous maintenant aux dégâts et dommages causés par le loup.

## LES DÉGÂTS OCCASIONNÉS PAR LE LOUP

Nous nous limiterons à une simple évocation des attaques réalisées sur l'homme. Dans un ouvrage remarqué, Moriceau (2007) en a recensé 3000 du XV<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle et estime qu'il n'a probablement objectivé que 10 % de celles qui sont réellement survenues. De son côté, De Beaufort (1990) n'en retient que 638 du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, avec un point commun aux deux études : le tiers des attaques fut le fait de loups enrégimentés. Sans prendre en compte ces derniers, Moriceau estime à un % la proportion de loups qui étaient susceptibles de s'attaquer à l'homme (loups « anthropophages »), l'habitude de consommer de la chair humaine ayant pu être contractée par la disponibilité de cadavres sur les champs de bataille. Fort heureusement, on ne note pas de problèmes récents liés à des attaques sur l'homme.



**Figure 1 :** Répartition historique et contemporaine (2000) du loup en Europe (d'après Moutou, 2010).

Les attaques sur les animaux domestiques, le mouton surtout, ont été récurrentes dans le passé et ce sont elles qui posent aujourd'hui la question de la cohabitation entre le pastoralisme et le loup.

Au plan historique, Moriceau (2011, op. cit.) pense qu'une estimation nationale des pertes est très difficile et aléatoire pour la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et le début du XIX<sup>e</sup>, les auteurs qui s'y sont risqués donnant des valeurs qui oscillent entre 0,5 et 6,6 % du cheptel ovin. Il considère comme probablement faux ces deux extrêmes mais ajoute que, quelle que soit sa valeur exacte, la moyenne nationale n'a pas grande signification, tant les dégâts pouvaient être importants localement. Il propose à titre d'exemple le cas d'un comté de Russie en 1909, dont la situation pourrait être comparée à ce qui se passait en France au début du XIX<sup>e</sup> siècle : la ponction par le loup s'est montée à 1,53 % de la valeur du cheptel d'ongulés domestiques, les moutons ayant perdu un tiers de leurs effectifs et représentant 64 % des animaux tués par le loup.

De nos jours, en France, la prédation semblait s'être stabilisée compte tenu des importants efforts de protection consentis pour atteindre, en 2009, 900 attaques et 3250 victimes, étant entendu que la totalité des pertes est bien difficile à être objectivée et que, pour cette raison, l'administration ajoute systématiquement un forfait supplémentaire de 15 % aux remboursements (Garde, 2010). Pourtant, en 2011, le chiffre de 1300 attaques et 4200 victimes est avancé au moment où nous écrivons.

Aux animaux tués s'ajoutent le stress, les avortements ainsi, dans les systèmes laitiers, que la baisse de production laitière.

En Italie, 2500 brebis ont été tuées en 2011 malgré la taille relativement réduite des troupeaux et l'enfermement systématique des animaux la nuit. En Espagne, 4000 moutons et chèvres sont tués chaque année. Pour l'anecdote, vers Salamanque, le loup se serait même attaqué à des taureaux de corrida d'une valeur d'un million d'Euros pièce (Journal La Croix, 2012).

Les défenseurs du loup prétendent volontiers que les chiens errants causent bien plus de dégâts que ce dernier. Garde (op.cit.) conteste la réalité des chiffres qui sont régulièrement répétés au sujet des attaques de chiens en général car ils ne s'appuient sur aucune étude de terrain et paraissent très surestimés : ils oscillent entre 1,6 et 7,4 % du cheptel ovin pour l'ensemble du territoire national, soit 150 000 à 700 000 moutons par an. Ce même auteur rapporte une étude de terrain ayant concerné 295 troupeaux et 143 000 ovins au pâturage, qui a conclu à une fréquence d'attaque faible (une fois tous les cinq ans) et une perte de 0,1 à 0,4 % (0,25 en moyenne), soit, en extrapolant à la France entière, 20 000 victimes par an du fait des chiens. L'écart est considérable !

À signaler que les défenseurs du loup se focalisent également volontiers sur les problèmes sanitaires chroniques que connaît l'élevage ovin, les maladies infectieuses causant selon eux une

importante mortalité que ne réduirait évidemment pas la disparition du loup. Ce n'est pas l'avis des professionnels et de leurs vétérinaires conseils qui insistent sur l'amélioration de l'état sanitaire du cheptel ovin dans le Sud-Est et considèrent le loup comme la principale source de pertes.

Le rôle des chiens errants et la place des problèmes sanitaires dans les troupeaux de moutons offrent deux beaux exemples de divergence d'appréciation de la réalité entre les éleveurs et les écologistes. Il y en a d'autres.

Parmi les dégâts occasionnés par le loup, il convient de ne pas oublier le stress, parfois considérable, que subissent les éleveurs. Le métier de berger attire actuellement de nouveau, notamment de plus en plus de femmes. Vincent (op.cit.) écrit que l'arrivée du loup a transformé l'alpage, « espace de quiétude, régénérateur des bêtes et des hommes », en un « espace d'inquiétude ». Le besoin d'une aide psychologique ressenti par certains bergers confrontés à la présence du loup, débouche par exemple sur l'installation d'un réseau radio entre éleveurs et bergers des zones menacées. Vincent se demande si l'attrait du métier de berger ne va pas s'émousser, voire remettre en cause l'activité.

## LES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE OVIN CONCERNÉS

La transhumance, dont la pratique est extrêmement ancienne, conserve une importance économique considérable en élevage ovin. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans les Alpes du Sud, les animaux étaient regroupés le soir dans des parcs où on laissait les déjections s'accumuler afin de les récupérer et de les vendre. La disparition du loup entre les deux guerres a permis à l'élevage ovin pastoral de se développer en toute quiétude. Il s'agit d'un élevage en vue de la production de la viande. Dans le même temps, les déjections ont perdu leur intérêt et leur valeur économique et il ne fut évidemment plus question de les « récolter », donc plus question de rassembler le troupeau toujours au même endroit le soir.

L'élevage pastoral se caractérise par un déplacement constant des troupeaux au gré de la pousse de l'herbe et autres ressources alimentaires spontanées. Le berger s'efforce de limiter les déplacements des brebis afin d'assurer une bonne couverture des besoins de gestation ; il les laisse s'étaler dans les reliefs difficiles et les tapis herbacés clairsemés et leur permet de brouter la nuit lors des périodes très chaudes. Les brebis choisissent elles-mêmes l'endroit où elles passeront la nuit (où elles « chômeront » disent les professionnels), sans protection tandis que le berger, s'il y en a un, rentre à sa cabane. C'est le système dit des « couchades libres ». Un alpage contient de nombreuses couchades, qui se retrouvent d'une année sur l'autre et offrent aux animaux des possibilités de choix en fonction de la température, du vent etc. Dans certains cas, spécialement dans les Pyrénées, le troupeau était laissé à lui-même jour et nuit, ne bénéficiant d'une visite de contrôle qu'épisodiquement, par exemple une fois par semaine.

Dans les systèmes laitiers traditionnels, où les éleveurs passent la belle saison à l'alpage avec les animaux, l'obligation de la traite impose le regroupement du troupeau tous les soirs à la cabane. Ce système existait dans les Pyrénées mais il a disparu, la production laitière s'étant intensifiée et les troupeaux restant en plaine. Il perdure en Europe (Italie, Slovénie, Roumanie, Espagne etc.). C'est dans les zones où les ovins étaient exploités pour la production laitière que le loup s'est maintenu puisque le troupeau, la plupart du temps de petite taille, était rentré le soir et bénéficiait de surcroît d'une surveillance dans la journée, la main-d'œuvre étant bon marché.

Un autre élément distingue les systèmes pastoraux de production de viande des systèmes laitiers : les premiers se pratiquent en montagne sèche, où les ressources herbagères sont limitées et impliquent d'importants déplacements ; les seconds prennent plutôt place là où le climat est favorable à la pousse de l'herbe et où les circuits de pâturage ne sont pas obligatoirement longs, c'est-à-dire pas très éloignés de l'exploitation.

La France se trouve être aujourd'hui le seul pays d'Europe où un système pastoral de production de viande est obligé de cohabiter avec le loup, ce dernier étant par ailleurs totalement protégé. Les revenus de l'élevage ovin et le coût de la main-d'œuvre ne permettraient pas aux éleveurs d'offrir par eux-mêmes à leurs animaux les mêmes conditions qu'en élevage laitier, à commencer par la contrainte supplémentaire du regroupement quotidien, non couverte par les ventes de fumure ou de fromages. L'intervention des pouvoirs publics se trouve donc être obligatoire.

## LES MÉTHODES DE PROTECTION DES TROUPEAUX

Moriceau (2011) nous signale que l'enfermement du bétail, méthode de protection particulièrement efficace, était obligatoire en France dans le passé, tandis que les Anglais, ayant éliminé le loup, avaient pu s'en affranchir dès le XVI<sup>e</sup> siècle et bénéficiaient de l'impact positif du plein-air sur la qualité des laines. Il présente aussi les méthodes très diversifiées de protection et de lutte auxquelles il était fait recours, notamment des moyens élémentaires (le feu, le bruit), le gardiennage, les chiens de défense. Ces derniers, très anciennement utilisés, étaient répandus mais coûtaient cher en alimentation, pour une efficacité relative précise Moriceau.

Ces méthodes se retrouvent aujourd'hui. Les Pouvoirs publics ont préconisé et financent trois mesures qui visent à la protection des troupeaux, dont l'efficacité a été vérifiée au Canada et en Europe de l'est (Vincent & Meuret, 2010). Elles reposent sur la logique suivante : une présence humaine suffisante, vigilante et continue, suffit normalement à maintenir les loups à distance. D'où la logique du recrutement d'aides bergers ; si

un ou plusieurs loups parviennent néanmoins à s'approcher, ils doivent se heurter à l'obstacle des chiens de protection ; l'enfermement du troupeau la nuit, près de la cabane du berger, sous la garde des hommes et des chiens, interdit en principe les attaques.

L'aide-berger occupe un emploi saisonnier rémunéré par l'État. Le plus souvent, il n'est guère qualifié et, par ailleurs, la cohabitation avec le berger pose parfois des problèmes compte tenu de l'exiguïté des cabanes mais la mesure est efficace. En 2005, on en comptait 414, qui concernaient 40 % des alpages à brebis. Il s'ajoute aux aides-bergers des « éco-bénévoles », 50 à 70 étant mis à disposition des éleveurs chaque année par l'association de protection de l'ours, du loup et du lynx (FERUS).

Nous passerons sur le recours bien connu aux chiens de protection. Notons qu'en 2009, selon l'Institut de l'Élevage, il y en avait plus de 1000 dans le massif alpin et 500 dans les Pyrénées. Ils sont pour la plupart de race Montagne des Pyrénées (couramment appelés « Patous »), dont la supériorité avait été mise en évidence aux États-Unis mais des alternatives existent, notamment le chien de Maremma-Abruzzo, qui a ses défenseurs en France. On sait que les chiens de protection, outre que leur présence contribue à mettre le berger en permanence en éveil, posent des problèmes aux randonneurs estivaux, avec parfois des morsures.

Les enclos de nuit sont à placer, pour une meilleure surveillance, près des cabanes de bergers. Ces enclos perturbent particulièrement le fonctionnement du système pastoral évoqué plus haut. Le retour du troupeau le soir et le trajet dans l'autre sens le matin demandent une heure ou deux selon l'éloignement de la zone de pâturage. Cela réduit d'autant le temps consacré à la prise alimentaire, avec des conséquences fâcheuses sur l'état des animaux, spécialement en fin de gestation. Un inconvénient est par ailleurs régulièrement souligné : l'impact érosif des allers-retours sur les pelouses les plus fréquemment empruntées. De même, la concentration des déjections près des cabanes, proches des sentiers de randonnée et des ruisseaux, n'est pas sans impacts sur l'environnement.

À ces mesures principales s'ajoutent les projecteurs d'effarouchement et, depuis peu et sous certaines conditions, les tirs d'élimination. Ainsi, en 2011, le prélèvement de six loups a été autorisé. Quant au tir de défense, lorsqu'un loup attaque un troupeau, il est prévu par la législation mais avec des conditions très précises.

Il est une mesure qui est mise en œuvre à peu près partout, sauf en Italie et en France : la régulation des populations de loups. Or, dans le passé, la cohabitation avec le loup est allée toujours de pair avec un intense effort de destruction de ce dernier (Garde, op.cit.).

La question se pose maintenant de savoir quelle est l'efficacité de toutes ces mesures de protection.



## LES RÉSULTATS, LES LIMITES

Force est d'abord de reconnaître que le nombre d'attaques et de victimes ne cesse d'augmenter, en dépit des moyens mis en œuvre (*figures 2 et 3*). Il semble notamment que les chiens aient été plus efficaces au début de leur utilisation que maintenant : les loups se sont adaptés, n'hésitent plus à se manifester le jour et, sachant exploiter leur comportement de meute, lancent parfois des attaques de diversion. On entend dire que le nombre de « Patous » en service n'est pas suffisant et qu'il faudrait l'augmenter. Référence est alors faite aux Apennins, où on en compterait jusqu'à sept par troupeau et à l'Espagne, où il serait courant d'en rencontrer cinq à sept.

L'accroissement, déjà évoqué, du volume de travail et la pénibilité de celui-ci sont ressentis avec amertume par les éleveurs. Garde rapporte que le temps supplémentaire de travail est estimé à 42 heures par semaine pour un alpage de 2200 brebis, ce qui dépasse l'équivalent d'un plein temps de salarié pendant quatre mois et justifie pleinement les aides-bergers pris en charge par

l'État. Dans une exploitation montagnarde de 400 brebis, il faut compter 26 heures de plus par semaine pendant six mois, essentiellement en gardiennage, difficiles à couvrir par les Pouvoirs publics : la protection face au loup s'avère plus difficile pour les petits troupeaux de montagne que pour les grands troupeaux d'alpage. Ce sont les petits éleveurs sédentaires qui s'inquiètent le plus de leur avenir. Quant à la pénibilité du travail, elle est liée à la rigidification des pratiques pastorales, aux interventions en début de nuit et à l'aube qu'impose le regroupement nocturne, et à la nécessité d'une vigilance permanente.

Il reste à aborder le coût de la protection, dans lequel les indemnités ne sont pas le poste essentiel, n'excédant peut-être pas le cinquième du total : 1,5 millions d'Euros en 2011. C'est le salaire des aides-bergers qui coûte le plus cher, et de loin : 6,3 millions d'Euros actuellement selon Vincent (communication personnelle), ce qui veut dire que le nombre de ces derniers a bien augmenté depuis 2005. Les adversaires du loup ajoutent qu'il faudrait également tenir compte de tous les personnels qui, à l'ONCFS, dans les ministères et dans les administrations

départementales, travaillent sur le dossier « loup ». Ainsi, le chiffre de 20 millions d'Euros circule (La Croix du 17/1/2012) ! Les défenseurs du loup, comme le président de FERUS, font remarquer dans le même journal que la protection ne coûte que un à deux centimes par contribuable mais, manifestement, ils ne tiennent compte que de l'indemnisation des pertes. Il est vrai que l'on pourrait considérer comme positive pour l'emploi la création des postes d'aides bergers. De même, l'impact favorable aux activités touristiques de la présence du loup est à introduire dans le dossier : nombreux sont ceux qui souhaiteraient voir et photographier des loups en liberté.

Au total, le bilan économique est difficile à établir. Il est toutefois possible d'affirmer que le coût des mesures de protection met à mal le principal atout du pastoralisme, à savoir une mobilisation peu coûteuse des ressources fourragères, et pose des questions sur les possibilités, pour la collectivité, de continuer à assumer le coût grandissant de la protection.

## CONCLUSION

Les Pouvoirs publics doivent faire face à deux engagements en partie contradictoires : conforter le pastoralisme, considéré comme écologiquement très positif et sauvegarder le loup. De son côté, l'opinion publique, tout en étant favorable à ce dernier, ne souhaite pas la disparition de l'élevage, qui risquerait de laisser les alpages, devenus pour beaucoup des zones de loisir, retourner à la forêt ou à un autre état naturel.

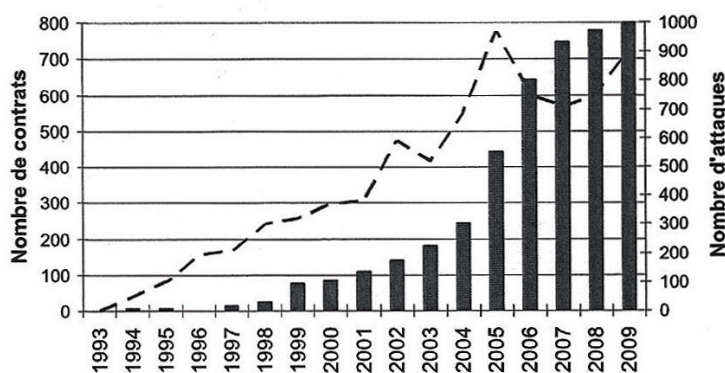


Figure 2 : Évolution du nombre d'attaques de loups (en pointillés) mis en relation avec l'intensification des efforts de protection (en bâtonnets), (d'après Garde, 2010).

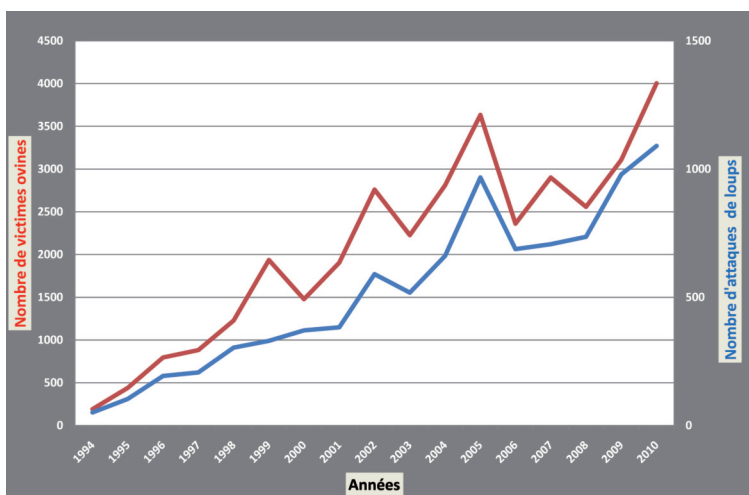


Figure 3 : Variations sur 16 ans et sur l'ensemble des Alpes françaises du nombre de victimes ovines et du nombre d'attaques officiellement attribuées à des loups sur des troupeaux ovins (d'après Vincent, 2011).

C'est dire qu'il n'y a plus le choix : il faut parvenir à une cohabitation acceptable entre le loup et l'élevage. Trois conditions au moins seraient à respecter pour progresser dans cette voie :

- s'efforcer à l'objectivité et à la transparence dans les éléments-clés du débat,
- parfaire techniquement le fonctionnement du système pastoral ovin français, au vu de l'expérience acquise depuis vingt ans,

– mettre en place une véritable régulation des populations de loups.

Il s'ajoute à vrai dire une quatrième condition qui est en réalité la première : un désir sincère de la part des professionnels et des écologistes de s'entendre, ce qui est un préalable nécessaire à l'établissement d'un compromis acceptable.

## BIBLIOGRAPHIE

- Collectif. 2012. Le loup est-il encore une espèce en voie de disparition ? Quotidien « La Croix » du mardi 17 janvier, 13–15.
- De Beaufort, F. 1990. Le concept de zoologie et d'écologie historiques, appliqué à une espèce disparue : le loup, *Canis lupus* L. 1758, en France, du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle. In *L'histoire des connaissances zoologiques et ses rapports avec la Zoologie, l'Archéologie, la Médecine vétérinaire, l'Ethnologie* (Ed. L. Bodson), pp. 9–30. Journée d'étude du 4 mars 1989, Université de Liège.
- Garde, L. 2010. Les loups face à l'élevage : un compromis difficile. In *Le loup en France* (Coord. G. Jolivet), pp. 9–16. Document de l'Académie d'Agriculture de France, séance du 11 Mai 2010, Paris.
- Moriceau, J.M. 2007. *Histoire du méchant loup. 3000 attaques sur l'homme en France, XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Arthème Fayard, Paris.
- Moriceau, J.M. 2011. *L'homme contre le loup. Une guerre de deux mille ans*. Arthème Fayard, Paris.
- Moutou, F. 2010. Attendus et enjeux du retour du loup en France. In *Le loup en France* (voir Garde), pp. 3–11.
- Vincent, M. 2011. *Les alpages à l'épreuve des loups. Pratiques de bergers entre agri-environnement et prédateur protégé*. Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris et Éditions Quae, Versailles.
- Vincent, M. Meuret, M. 2010. De la protection des troupeaux à la gestion directe des loups. In *Le loup en France* (voir Garde), pp. 17–24.